

# Résumé

Cette publication présente le plus grand ensemble de données sur les caractéristiques et les résultats des immigrés et de leurs enfants, couvrant tous les pays de l'UE et de l'OCDE, à travers 83 indicateurs analysant le marché du travail, l'éducation, les conditions de vie et l'intégration sociale. Les pays de l'UE et de l'OCDE accueillent un nombre important et croissant d'immigrés (54 et 141 millions de personnes nées à l'étranger respectivement), soit une augmentation de 20 % chacun au cours de la dernière décennie.

Les populations immigrées varient fortement d'un pays à l'autre en termes de taille et de durée de résidence, mais aussi d'âge moyen, de niveau d'éducation, de langue, de concentration dans des zones densément peuplées et de catégories principales d'entrée. Ces différences déterminent en grande partie les résultats d'intégration.

Dans la plupart des pays et pour la plupart des indicateurs, les immigrés – notamment ceux qui sont nés en dehors de l'UE –, font moins bien que les personnes nées dans le pays, et les enfants d'immigrés font également moins bien que leurs homologues dont les parents sont nés dans le pays. Toutefois, des progrès considérables ont été accomplis au cours de la dernière décennie, notamment en ce qui concerne l'intégration des immigrés sur le marché du travail. L'amélioration est notable malgré la détérioration importante enregistrée au début de la crise du COVID-19, qui a été suivie d'une reprise rapide et d'un retour aux niveaux d'avant 2020. Cette amélioration est attribuable à un ensemble de facteurs tels que de meilleures politiques d'intégration, des conditions du marché du travail plus favorables qu'il y a dix ans et des niveaux d'éducation plus élevés chez les nouveaux arrivants. En 2020, 39 % des immigrés arrivés dans l'UE au cours des cinq années précédentes étaient diplômés de l'enseignement supérieur et 50 % dans l'OCDE, contre 25 % et 35 %, respectivement, dix ans plus tôt. La maîtrise de la langue du pays d'accueil par les nouveaux arrivants s'est également améliorée en Europe et aux États-Unis, où cette tendance est particulièrement marquée. Il s'agit également d'un domaine où l'amélioration avec le temps des résultats d'intégration des immigrés est très visible, puisque 70 % des immigrés résidant depuis dix ans ou plus dans l'ensemble de l'UE ont au moins une maîtrise avancée dans la langue du pays d'accueil, contre 40 % des nouveaux arrivants (États-Unis : 74 % contre 63 %).

Bien que ces résultats soient encourageants, les immigrés ne réussissent pas à rattraper les résultats des personnes nées dans le pays. Plus d'un tiers des personnes nées à l'étranger n'ont pas dépassé le niveau de l'enseignement primaire dans l'ensemble de l'UE, soit près de deux fois plus que les natifs. De plus, les immigrés ont du mal à trouver un emploi qui leur permette d'utiliser pleinement leurs compétences. Par rapport à leurs pairs nés dans le pays, les immigrés titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur sont moins susceptibles de travailler dans tous les pays et sont presque partout plus souvent déclassés dans leur emploi. Toutefois, les diplômes du pays d'accueil réduisent les écarts de déclassement avec les natifs de 75 % dans l'ensemble de l'UE, et davantage encore dans les pays hors UE.

Environ un jeune de moins de 35 ans sur quatre est né à l'étranger ou a des parents nés à l'étranger. Les résultats des jeunes âgés de 15 à 34 ans nés dans le pays de parents immigrés suivent des tendances similaires à celles des adultes nés à l'étranger. Ils reflètent également un progrès intergénérationnel, avec notamment des écarts de niveau d'éducation plus faibles par rapport à leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays que les écarts observés entre leurs parents et leurs pairs natifs. Les jeunes descendants

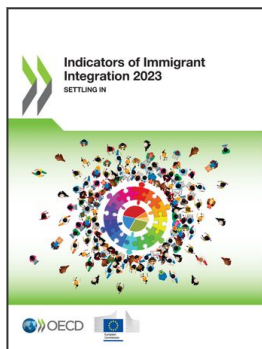
d'immigrés rattrapent leur retard sur le marché du travail et, malgré la crise du COVID-19, leurs taux d'emploi sont aujourd'hui généralement plus élevés et leurs taux de chômage plus faibles qu'il y a dix ans. Les enfants d'immigrés ont également amélioré leurs résultats au test de lecture PISA, tant dans l'OCDE que dans l'UE, tandis que ceux des enfants dont les parents sont nés dans le pays sont restés relativement stables, comblant ainsi une partie de l'écart. Les différences entre enfants d'immigrés et enfant de natifs restent néanmoins élevées dans la plupart des pays d'Amérique latine et d'Europe. Enfin, la participation des enfants d'immigrés à l'enseignement préscolaire a augmenté pratiquement partout, réduisant, voire comblant dans de nombreux pays l'écart de fréquentation avec les enfants de parents nés dans le pays.

Des améliorations sont également constatées dans d'autres domaines. Les opinions sur la migration des personnes nées dans le pays sont devenues plus favorables dans la plupart des pays au cours de la dernière décennie. Toutefois, il n'y a pas eu d'amélioration significative des conditions de vie, qui restent un sujet de préoccupation. Moins d'immigrés que de personnes nées dans le pays sont propriétaires de leur logement et une part disproportionnée d'entre eux vit dans de mauvaises conditions de logement. Par exemple, plus d'un immigré sur six vit dans un logement surpeuplé dans les pays de l'OCDE et de l'UE – un taux supérieur de 70 % à celui des natifs, et les écarts se sont creusés au cours de la dernière décennie dans les pays de l'UE. Dans quatre pays sur cinq, les immigrés sont également plus susceptibles que les personnes nées dans le pays de vivre en dessous du seuil de pauvreté relative de leur pays de résidence. Les inégalités de revenu sont plus importantes chez les personnes nées à l'étranger que chez celles nées dans le pays.

Dans l'ensemble de l'UE et de l'OCDE, environ 15 % de la population née à l'étranger a plus de 64 ans, une proportion plus faible que chez les personnes nées dans le pays. Les immigrés âgés constituent néanmoins un groupe de plus en plus important dans la plupart des pays, à la fois en termes absolus et en proportion de la population immigrée totale. Dans la plupart des pays, les immigrés âgés sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté (relative) que leurs homologues nés dans le pays, et cette incidence a augmenté au cours de la dernière décennie. De mauvaises conditions de vie restent également un défi majeur pour les jeunes enfants dont les parents sont immigrés. Dans la plupart des pays, le taux de pauvreté des enfants vivant dans des ménages immigrés est au moins 50 % plus élevé que celui des enfants vivant dans des ménages natifs.

L'intégration sociale des immigrés est une préoccupation croissante, bien que difficile à évaluer. Dans la plupart des pays, les immigrés participent moins aux organisations bénévoles que les personnes nées dans le pays et sont plus susceptibles que les natifs de faire confiance à la police et au système juridique dans deux tiers des pays. La perception de la discrimination est un indicateur clé de la cohésion sociale. Elle a augmenté au cours de la dernière décennie dans l'UE, en Nouvelle-Zélande et au Canada, en particulier chez les femmes. Plus important encore, les personnes nées dans le pays et dont les parents sont nés à l'étranger sont plus susceptibles que les adultes nés à l'étranger de se sentir discriminés en raison de leur appartenance ethnique dans la plupart des pays.

Dans les pays de l'UE, la perception du public envers les immigrés et envers leur contribution à la société est souvent en contradiction avec les données disponibles. Par exemple, alors que l'on constate une augmentation de la proportion de personnes ayant un niveau d'éducation élevé parmi les immigrés de pays tiers, cette progression n'est pas perçue comme tel dans la plupart des pays. De même, dans la plupart des pays européens d'immigration de longue date, alors que le public pense que les résultats scolaires des enfants d'immigrés sont en baisse, ceux-ci se sont fortement améliorés au cours de la dernière décennie.



Extrait de :  
**Indicators of Immigrant Integration 2023**  
Settling In

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/1d5020a6-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE/Commission européenne (2023), « Résumé », dans *Indicators of Immigrant Integration 2023 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/8e1cde32-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.